

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 28.11.24

#Objet : Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (Liste du Bourgmestre - DéFI) : Propos injurieux - personnel communal #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevin·e·s,
Cher·es Collègues,
Début novembre, les réseaux sociaux relayaient une vidéo pour le moins surprenante : un employé communal d'Auderghem qui se filme en train d'insulter les tombes du cimetière communal
La vidéo est choquante pour des raisons évidentes sur lesquelles il semble inutile de s'étendre davantage.
Mes questions sont les suivantes :

- Comment la commune a-t-elle appréhendé les faits ?
- Quelle procédure a été mise en place ?
- Une enquête a-t-elle été ouverte ?
- Quelles sanctions sont envisagées ?

Stéphanie Paulissen
Liste de la Bourgmestre (Défi)
Conseillère communale et cheffe de groupe

Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :

Madame la Conseillère, Cheffe de groupe,
Je vous remercie de vos questions.

Dès jeudi 7 novembre au matin, le responsable de la Voirie comme l'échevine de la Population et de l'Etat civil, Madame Defosset ont alerté le Secrétaire communal et lui ont transmis la vidéo litigieuse.

Après l'avoir visionnée et s'être assuré auprès de collègues arabophones de l'exactitude des propos tenus par l'agent, le secrétaire, en concertation avec moi et l'échevine de la Population et avec le responsable de la Voirie, a fait écarter l'agent de tout lieu de travail communal.

Il a été demandé à l'agent de retirer la vidéo et un signalement de celle-ci comme inappropriée a été réalisé le matin même mais il était déjà trop tard ; elle avait été diffusée et rediffusée par plusieurs réseaux sociaux différents.

Le secrétaire a rédigé un rapport détaillant les circonstances de l'affaire et a préparé une proposition de licenciement au Collège.

Le 12 novembre, le Collège a pris connaissance du rapport du Secrétaire et, pour celles et ceux qui ne l'avaient pas encore vue de la vidéos et de la traduction des propos de l'agent communal. Le licenciement pour faute grave a été voté à l'unanimité.

Ce 26 novembre, le Collège a désigné une avocate spécialisée en droit pénal pour nous épauler sur les suites pénales que nous pouvons réserver à cette affaire et pour déterminer quelles actions sur le plan pénal peuvent être ouvertes aux familles des défunts identifiables sur la vidéo.

L'agent licencié avait également été entendu par la police et un procès-verbal judiciaire dressé.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 29 novembre 2024

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 28.11.24

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (Liste du Bourgmestre - DéFI):
Grof taalgebruik - gemeentepersoneel #**

Openbare zitting**Secretariaat**

Geachte heer de voorzitter

Mevrouw de burgemeester,

Dames en heren wethouders,

Geachte collega's,

Begin november werd op de sociale netwerken een op zijn minst verrassende video getoond: een medewerker van de gemeente Oudergem die zichzelf filmt terwijl hij de graven op de gemeentelijke begraafplaats beledigt.

De video is schokkend om voor de hand liggende redenen, waar ik niet verder op in hoeft te gaan.

Mijn vragen zijn de volgende:

- Hoe is de gemeente met de feiten omgegaan?
- Welke procedure is er gevolgd?
- Is er een onderzoek ingesteld?
- Welke sancties worden overwogen?

Stéphanie Paulissen

Lijst van de burgemeester (Défi)

Gemeenteraadslid en fractieleider

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:

Raadslid, fractieleider,

Dank u voor uw vragen.

In de ochtend van donderdag 7 november waarschuwden zowel het hoofd van de Wegenis als de schepen van Bevolking en Burgerlijke Stand, mevrouw Defosset, de gemeentesecretaris en stuurden hem de betwiste video door.

Na het bekijken van de video en het controleren van de juistheid van de opmerkingen van de agent bij Arabischtalige collega's, liet de secretaris, in overleg met mijzelf, de schepen van Bevolking en het hoofd van de Wegenis, de agent verwijderen van alle gemeentelijke werkplekken.

De agent werd gevraagd de video te verwijderen en deze werd dezelfde ochtend nog als ongepast gerapporteerd, maar het was al te laat; de video was verspreid en opnieuw verspreid door verschillende sociale netwerken.

De secretaris stelde een rapport op met de omstandigheden van de zaak en bereidde een voorstel tot ontslag voor aan het College.

Op 12 november ontving de raad het verslag van de secretaris en, voor degenen die het nog niet hadden gezien, de video en de vertaling van de opmerkingen van de gemeentemedewerker. Er werd unaniem gestemd voor ontslag wegens ernstig wangedrag.

Op 26 november heeft het College een advocaat aangesteld die gespecialiseerd is in strafrecht om ons te helpen bij de strafrechtelijke procedures die we in deze zaak kunnen aanspannen en om te bepalen welke strafrechtelijke procedures beschikbaar zijn voor de families van de overledenen die in de video worden genoemd.

De ontslagen agent werd ook door de politie ondervraagd en er werd een proces-verbaal opgemaakt.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 29 november 2024

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 28.11.24

**#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) :
comportement d'un ouvrier communal #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Dans le courant du mois de novembre, un travailleur communal s'est filmé dans le cimetière de la commune. Dans cette vidéo, il insultait des tombes et des défunts. Un comportement inadmissible, je pense que nous serons tous d'accord là-dessus.

Une enquête a été ouverte et l'homme a depuis été licencié pour faute grave.

Nos questions sont les suivantes :

1. Madame la Bourgmestre peut-elle nous retracer le fil des événements ?
2. L'homme était-il radicalisé et y avait-il déjà eu des signaux d'alerte ?
3. Quelles sont les procédures mises en place lors du recrutement des travailleurs communaux pour tenter de déceler les signes de radicalisation et/ou d'autres problèmes potentiels ? Y a-t-il un suivi des travailleurs après qu'ils ont été embauchés ?

Nous vous remercions,
Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :

Madame la Conseillère, Cheffe de groupe,

Je vous remercie de vos questions.

Dès jeudi 7 novembre au matin, le responsable de la Voirie comme l'échevine de la Population et de l'Etat civil, Madame Defosset ont alerté le Secrétaire communal et lui ont transmis la vidéo litigieuse.

Après l'avoir visionnée et s'être assuré auprès de collègues arabophones de l'exactitude des propos tenus par l'agent, le secrétaire, en concertation avec moi et l'échevine de la Population et avec le responsable de la Voirie, a fait écarter l'agent de tout lieu de travail communal.

Il a été demandé à l'agent de retirer la vidéo et un signalement de celle-ci comme inappropriée a été réalisé le matin même mais il était déjà trop tard ; elle avait été diffusée et rediffusée par plusieurs réseaux sociaux différents.

Le secrétaire a rédigé un rapport détaillant les circonstances de l'affaire et a préparé une proposition de

licenciement au Collège.

Le 12 novembre, le Collège a pris connaissance du rapport du Secrétaire et, pour celles et ceux qui ne l'avaient pas encore vue de la vidéos et de la traduction des propos de l'agent communal. Le licenciement pour faute grave a été voté à l'unanimité.

Ce 26 novembre, le Collège a désigné une avocate spécialisée en droit pénal pour nous épauler sur les suites pénales que nous pouvons réserver à cette affaire et pour déterminer quelles actions sur le plan pénal peuvent être ouvertes aux familles des défunts identifiables sur la vidéo.

L'agent licencié avait également été entendu par la police et un procès-verbal judiciaire dressé.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 29 novembre 2024

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 28.11.24

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD): gedrag van een gemeentewerker #

Openbare zitting**Secretariaat**

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

In november filmde een gemeentewerker zichzelf op de plaatselijke begraafplaats. In de video beledigde hij graven en overledenen. Onacceptabel gedrag, ik denk dat we het er allemaal wel over eens zijn.

Er werd een onderzoek ingesteld en de man is inmiddels ontslagen wegens grove schuld.

Onze vragen zijn als volgt:

- Kan de burgemeester de volgorde van de gebeurtenissen voor ons reconstrueren?
- Was de man geradicaliseerd en waren er al waarschuwingssignalen?
- Welke procedures worden gehanteerd bij het aanwerven van gemeentewerkers om tekenen van radicalisering en/of andere potentiële problemen op te sporen? Wordt er toezicht gehouden op werknemers nadat ze zijn aangenomen?

Hartelijk dank,
Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:

Raadslid, fractieleider,
Dank u voor uw vragen.

In de ochtend van donderdag 7 november waarschuwden zowel het hoofd van de Wegenis als de schepen van Bevolking en Burgerlijke Stand, mevrouw Defosset, de gemeentesecretaris en stuurden hem de betwiste video door.

Na het bekijken van de video en het controleren van de juistheid van de opmerkingen van de agent bij Arabischtalige collega's, liet de secretaris, in overleg met mijzelf, de schepen van Bevolking en het hoofd van de Wegenis, de agent verwijderen van alle gemeentelijke werkplekken.

De agent werd gevraagd de video te verwijderen en deze werd dezelfde ochtend nog als ongepast gerapporteerd, maar het was al te laat; de video was verspreid en opnieuw verspreid door verschillende sociale netwerken.

De secretaris stelde een rapport op met de omstandigheden van de zaak en bereidde een voorstel tot ontslag

voor aan het College.

Op 12 november ontving de raad het verslag van de secretaris en, voor degenen die het nog niet hadden gezien, de video en de vertaling van de opmerkingen van de gemeentemedewerker. Er werd unaniem gestemd voor ontslag wegens ernstig wangedrag.

Op 26 november heeft het College een advocaat aangesteld die gespecialiseerd is in strafrecht om ons te helpen bij de strafrechtelijke procedures die we in deze zaak kunnen aanspannen en om te bepalen welke strafrechtelijke procedures beschikbaar zijn voor de families van de overledenen die in de video worden genoemd.

De ontslagen agent werd ook door de politie ondervraagd en er werd een proces-verbaal opgemaakt.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 29 november 2024

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 28.11.24

#Objet : Question orale de Madame Vanessa Rigodanzo (PS) : Projet immobilier à Delta #

Séance publique

Secrétariat

Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Échevins,

Chers collègues,

Le 6 novembre dernier, s'est tenue une réunion d'informations concernant le projet immobilier Triomphe 172 en lieu et place des actuels bâtiments d'Europe Assistance. Ce dossier n'est pas nouveau. Notre conseil a déjà eu l'occasion d'échanger à ce sujet dans le cadre de l'élaboration du Plan d'Aménagement Directeur Hermann-Debroux et, plus particulièrement à propos de la taille des gabarits des bâtiments en entrée de ville et sur le site Delta.

Depuis, les promoteurs immobiliers ont déposé un permis d'urbanisme dont l'enquête publique est ouverte jusqu'au 5 décembre prochain.

Vous le savez, ce projet inquiète. Le gabarit du bâtiment envisagé est vertigineux : une tour de 20 niveaux (contre 7 pour le bâtiment actuel), soit un bâtiment de 80 mètres de haut surplombant ainsi tout le quartier.

Lors d'une interview, Monsieur l'Échevin, vous avez indiqué que ce projet ne pouvait voir le jour avant que les aménagements et alternatives prévus dans le cadre du PAD ne soient réalisés.

Mes questions sont les suivantes :

1. Hormis le P+R, pouvez-vous indiquer quels autres aménagements préalables vous semblent indispensables ?
2. Pouvez-vous nous rappeler quelles sont les étapes administratives après la clôture de l'enquête publique ?
3. Concernant l'impact en terme de mobilité, les seuls éléments actuellement avancés par le promoteur sont la création de 95 emplacements de parking. Toutefois, la mobilité ne concerne pas uniquement la question du stationnement. Depuis maintenant plusieurs mois, la circulation sur le site Delta est dense et extrêmement compliquée à certaines heures. Avez-vous connaissance d'une étude de mobilité sur la situation actuelle et sur l'impact qu'aura ledit projet ? Si cette étude n'existe pas, envisagez-vous d'en faire une ?
4. L'étude d'ombrage est incomplète car elle n'étudie que la moitié de l'année, la commune a-t-elle ou compte-elle demander au promoteur de réétudier cet aspect avec un cabinet indépendant ?
5. Ce projet met en place un véritable village de 295 personnes au minimum, à votre connaissance les canalisations sont-elles bien adaptées à un tel projet ?
6. Vu les nombreuses réserves que le BMA émet sur la qualité de la mise en œuvre qu'il a appelé

"intégration manquée dans une transformation plus large du site " et l'entrave qu'une telle tour aura sur les synergies avec les projets publics avec lesquels le projet est étroitement lié, notamment du point de vue urbanistique, ce projet étouffe les autres possibilités prévues dans le PAD pour le bien-être des Auderghemoises et Auderghemois. La commune va-t-elle s'opposer pour obliger la révision de ce projet afin qu'il s'intègre de manière cohérente dans son environnement immédiat ?

7. Aucun logement social n'étant prévu, le pourcentage de la commune va une fois de plus diminuer. La commune prévoit-elle d'autres constructions de logement social pour ne pas assister à une flambée des prix comme on peut le voir au détriment d'autres quartiers bruxellois?
8. Enfin, vu l'impact négatif de ce projet pour le quartier, la commune envisage-t-elle des réunions régulières pour tenir informés les riverains ? Et, si le permis devait *in fine* être délivré au mépris des éléments négatifs pointés et non rencontrés, peut-on imaginer que la commune attaque celui-ci afin de défendre les intérêts des Auderghemois-es ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Vanessa RIGODANZO

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin

Mesdames les Conseillères communales,

Je trouve très légitimes les inquiétudes et questions que vous relayez Madame Paulissen et Madame Rigodanzo. Si Perspective, le service de planification urbanistique régional avait pris en compte les remarques émises par notre commune dans le cadre de l'élaboration du plan d'aménagement directeur PAD Delta-Herrmann-Debroux, nous ne serions pas aujourd'hui confronté à cette demande de permis d'urbanisme d'un promoteur qui affirme qu'il répond ainsi à une volonté régionale.

Vous savez que nous n'informons jamais de notre intention quant à l'avis de la commune sur les demandes de permis avant la fin de l'enquête publique mais cette fois, la situation nous permet de déroger à nos habitudes car notre opposition a été clairement communiquée au promoteur en présence de la région avant le dépôt de la demande de permis d'urbanisme pour un projet qui méconnaît de manière évidente la position exprimée.

Interrogé par la presse, j'ai déjà eu l'occasion de dire clairement l'opposition ferme de notre collège à ce projet manifestement excessif.

Notre conseil s'est prononcé pour un repère paysager n'excédant pas 60 m de hauteur. Une tour massive de 80 m de hauteur ne répond nullement à notre demande. Un repère paysager n'est pas nécessairement une tour.

De plus, nous ne voulons pas que la demande de mobilité qui résulterait de ce projet contribue à l'abandon des avancées obtenues pour l'aménagement de tout l'espace public de ce PAD et notamment à l'aménagement qualitatif du carrefour Delta. Or, en matière d'équipements publics, d'aménagement des voiries et des espaces verts prévus, la région avance à reculons !

Le PAD n'impose nullement la hauteur du repère paysager prévu, il mentionne seulement un maximum. Mais le PAD contient des prescriptions générales auxquelles, il y aura lieu de confronter le projet.

Je n'en citerai qu'une :

00.05. La hauteur des constructions neuves contribue à créer une composition urbaine spatialement équilibrée, dans le respect du bâti existant dans le périmètre du plan et à ses abords. La hauteur des constructions neuves ne dépasse pas la hauteur maximale imposée par les prescriptions particulières.

Par ailleurs, il nous semble que le RRU reste applicable pour ses prescriptions qui ne sont pas contraires au PAD : limiter la hauteur des immeubles à une hauteur inférieure à un maximum n'est pas contraire au RRU.

Je rappellerai aussi notre position par rapport à toute réaffectation d'immeuble de bureaux : limiter le projet au gabarit et à l'emprise des bâtiments existants lorsque ceux-ci présentent déjà des caractéristiques en excès.

Mais, nous pourrions développer également d'autres éléments dans l'avis qui sera émis par la Commission de concertation et le Collège à l'issue de l'enquête publique. Nous serons attentifs à toutes les contributions émises durant l'enquête publique.

En matière de mobilité et d'ombrage, le projet soulève effectivement des questions liées à la proximité d'un carrefour important et fréquenté et de zones d'habitations. Ces considérations seront traitées lors de la commission de concertation. Des études complémentaires peuvent être demandées à cette occasion. S'agissant d'un projet privé, hors imposition en matière de charge d'urbanisme, il n'existe aucun moyen

d'imposer une part de logement social.

Nous avons lu l'avis du BMA et partageons son souhait d'une réflexion plus large entre le carrefour delta et le Chirec.

La décision finale revient à la région (URBAN). Si celle-ci ne nous convient pas, des recours nous seront ouverts au Gouvernement d'abord puis au Conseil d'Etat si nécessaire.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 29 novembre 2024

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 28.11.24

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Vanessa Rigodanzo (PS): Delta vastgoed project #

Openbare zitting**Secretariaat**

Mevrouw de burgemeester, dames en heren, schepenen,

Beste collega's,

Op 6 november vond een informatievergadering plaats over het ontwikkelingsproject Triomphe 172, dat de huidige gebouwen van Europe Assistance moet vervangen. Dit is geen nieuw project. Onze Raad heeft al de gelegenheid gehad om deze kwestie te bespreken in het kader van de opstelling van het masterplan Herrmann-Debroux, en in het bijzonder de omvang van de gebouwen aan de ingang van de stad en op het Deltaterrein.

Sindsdien hebben de ontwikkelaars een bouwvergunning aangevraagd, die tot 5 december kan worden ingezien.

Zoals u weet, baart dit project ons zorgen. De schaal van het beoogde gebouw is duizelingwekkend: een toren van 20 verdiepingen (tegenover 7 voor het huidige gebouw), dat wil zeggen een gebouw van 80 meter hoog dat uitkijkt over de hele wijk.

In een interview, mijnheer Lefebvre, gaf u aan dat dit project het daglicht niet kon zien voordat de ontwikkelingen en alternatieven die waren gepland als onderdeel van het RPA waren voltooid.

Ik heb de volgende vragen:

1. Kunt u ons, afgezien van de P+R, vertellen welke andere voorbereidende ontwikkelingen volgens u essentieel zijn?
2. Kunt u ons herinneren aan de administratieve stappen die moeten worden genomen nadat het openbaar onderzoek is afgesloten?
3. Wat de impact op de mobiliteit betreft, zijn de enige elementen die de ontwikkelaar momenteel naar voren brengt de creatie van 95 parkeerplaatsen. Mobiliteit heeft echter niet alleen met parkeren te maken. Het verkeer op de Deltaplaza is al enkele maanden druk en op bepaalde tijdstippen bijzonder gecompliceerd. Bent u op de hoogte van een mobiliteitsstudie over de huidige situatie en de impact die het project zal hebben? Als zo'n studie niet bestaat, bent u dan van plan om er een uit te voeren?
4. De schaduwstudie is onvolledig omdat er maar naar de helft van het jaar wordt gekeken. Heeft de gemeente of is ze van plan de ontwikkelaar te vragen dit aspect opnieuw te bekijken met een onafhankelijk bedrijf?

Dit project zal een echt dorp creëren van ten minste 295 mensen. Zijn de leidingen bij uw weten goed aangepast aan een dergelijk project?

5. Gezien de vele bedenkingen die het BMA heeft bij de kwaliteit van de uitvoering, die het "mislukte integratie in een ruimere transformatie van de site" noemt, en gezien de belemmering die een dergelijke toren zal vormen voor de synergieën met de openbare projecten waarmee het project nauw verbonden is, met name vanuit stedenbouwkundig oogpunt, verstikt dit project de andere mogelijkheden die het RPA biedt voor het welzijn van de bevolking van Oudergem. Zal de gemeente zich verzetten tegen dit project en een herziening ervan afdwingen zodat het coherent is met zijn onmiddellijke omgeving?
6. Aangezien er geen sociale woningen gepland zijn, zal het percentage van de gemeente opnieuw dalen. Is de gemeente van plan om nog meer sociale woningen te bouwen om de prijzen niet te zien stijgen zoals in andere Brusselse wijken?
7. Is het gemeentebestuur, gezien de negatieve gevolgen van dit project voor de buurt, van plan om regelmatig vergaderingen te organiseren om de buurtbewoners op de hoogte te houden?
8. En als de stedenbouwkundige vergunning uiteindelijk wordt toegekend in weerwil van de aangehaalde negatieve aspecten, is het dan denkbaar dat het gemeentebestuur gerechtelijke stappen onderneemt om de belangen van de bevolking van Oudergem te verdedigen?

Bedankt voor uw antwoorden.

Vanessa RIGODANZO

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen :

Raadsleden,

Ik denk dat uw zorgen en vragen, mevrouw Paulissen en mevrouw Rigodanzo, zeer gerechtvaardigd zijn. Als Perspective, de gewestelijke dienst voor stedenbouw, rekening had gehouden met de opmerkingen van onze gemeente tijdens de voorbereiding van het Richtplan van anleg RPA Delta-Herrmann-Debroux, zouden we nu niet geconfronteerd worden met deze aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning van een ontwikkelaar die beweert dat hij tegemoetkomt aan een gewestelijke wens.

Zoals u weet, informeren we de ontwikkelaar nooit over ons voornemen met betrekking tot het standpunt van de gemeente over bouwaanvragen voor het einde van het openbaar onderzoek, maar deze keer laat de situatie ons toe om af te wijken van onze gebruikelijke praktijk, aangezien ons verzet duidelijk werd meegedeeld aan de ontwikkelaar in aanwezigheid van de regio voordat de bouwaanvraag werd ingediend voor een project dat duidelijk voorbijgaat aan het goede standpunt.

Tijdens vragen van de pers heb ik al duidelijk kunnen maken dat ons college fel gekant is tegen dit duidelijk buitensporige project.

Onze Raad was voorstander van een landmark van maximaal 60 meter hoog. Een enorme toren van 80 meter hoog voldoet op geen enkele manier aan onze eisen. Een landschapshaken is niet noodzakelijkerwijs een toren.

Bovendien willen we niet dat de mobiliteitsvraag die uit dit project zou voortvloeien, ertoe bijdraagt dat de vooruitgang die is geboekt in de ontwikkeling van de hele openbare ruimte van dit RPA, en in het bijzonder de kwalitatieve ontwikkeling van het Deltakruispunt, wordt opgegeven. Op het gebied van openbare voorzieningen, weganaanleg en geplande groene ruimten gaat het Gewest achteruit!

Het RPA legt op geen enkele manier de hoogte van de geplande landschapsmarkering op; er wordt alleen een maximum genoemd. Het RPA bevat echter wel algemene voorschriften waaraan het project moet voldoen.

Ik noem er maar één:

00.05. De hoogte van nieuwe gebouwen draagt bij aan het creëren van een ruimtelijk evenwichtige stedelijke compositie die de bestaande gebouwen binnen de omtrek van het plan en de omgeving respecteert. De hoogte van nieuwe gebouwen mag niet meer bedragen dan de maximale hoogte die wordt opgelegd door de speciale voorschriften.

Bovendien lijkt het ons dat de GSV van toepassing blijft voor zover de bepalingen ervan niet in strijd zijn met het RPA: het beperken van de hoogte van gebouwen tot onder een maximumhoogte is niet in strijd met de GSV.

Ik wil ook graag ons standpunt over de herontwikkeling van kantoorgebouwen herhalen: beperk het project tot de omvang en voetafdruk van bestaande gebouwen waar deze al overvloedige functies hebben.

Maar we zullen ook andere elementen kunnen uitwerken in het advies dat de overlegcommissie en het college aan het einde van het openbaar onderzoek zullen uitbrengen. We zullen aandacht hebben voor alle

bijdragen die tijdens het openbaar onderzoek worden geleverd.

Op het gebied van mobiliteit en schaduw werpt het project vragen op in verband met de nabijheid van een belangrijk, druk kruispunt en woonwijken. Deze overwegingen zullen door de overlegcommissie worden behandeld. Op dat moment kunnen aanvullende studies worden aangevraagd. Aangezien dit een privéproject is, is er geen manier om een sociale huisvestingseis op te leggen, afgezien van de planningsheffing.

We hebben het advies van de BMA gelezen en delen haar wens om een bredere afspiegeling te zien tussen de delta kruising en de Chirec.

De uiteindelijke beslissing ligt bij de regio (URBAN). Als we niet tevreden zijn met de uiteindelijke beslissing, stappen we eerst naar de regering en vervolgens, indien nodig, naar de Raad van State.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 29 november 2024

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 28.11.24

#Objet : Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (Liste du Bourgmestre - DéFI) : projet de Tour à Delta #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,
Chers Collègues,

Début de ce mois de novembre, nous apprenions que la société « Triomphe 172 » avait reçu la notification de l'administration régionale que leur projet de construction d'une tour de 19 étages, haute de 80 mètres et 95 logements au croisement entre le boulevard du Triomphe et la rue Jules Cockx à Auderghem, pouvait être soumis à enquête publique. Celle-ci se déroule d'ailleurs jusqu'au 5 décembre prochain.

Dans la foulée, de nombreux riverains font part via des affiches, des prises de parole dans la presse, etc. de leur fortes inquiétudes voire opposition à la concrétisation de ce projet.

En dehors de l'esthétique de la Tour, c'est surtout la hauteur du projet, 80 mètres, le surdimensionnement par rapport au quartier, le peu de considération pour les espaces verts et les question de mobilité qui nous interpellent.

Pour rappel, Défi Auderghem s'est toujours opposé à un immeuble aussi élevé à cet endroit. L'avis du conseil communal d'Auderghem du 25 novembre 2019 mentionnait d'ailleurs cette opposition. Lors de l'enquête publique sur le PAD, les riverains s'étaient également montrés très critiques sur une telle émergence dans le paysage auderghemois. DéFI Auderghem a toujours soutenu les habitants de la commune et continuera à le faire.

Certes, le nœud modal que constitue le carrefour Delta pourrait laisser penser qu'une telle tour est envisageable mais ce n'est pas le cas. Il y aura une surconcentration d'activités et de résidents et cela ne sera pas sans conséquences négatives pour la mobilité.

Je tiens à rappeler que DéFI Auderghem a toujours défendu le fait que les projets d'infrastructures de mobilité (parking de dissuasion à l'ADEPS, desserte en transports en commun...) et le réaménagement de l'espace public de Delta devait être la priorité et non, les développements immobiliers. Force est de constater que ces projets semblent pour l'instant à l'abandon.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Quelle est la genèse de ce projet de Tour?
- Comment cette demande sera-t-elle traitée par la commune?

- Est-il exact que, comme le soutient le promoteur, le projet est conforme au PAD et au souhait des autorités régionales?

Stéphanie Paulissen

Liste de la Bourgmestre (DéFI) - Conseillère communale

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin

Mesdames les Conseillères communales,

Je trouve très légitimes les inquiétudes et questions que vous relayez Madame Paulissen et Madame Rigodanzo. Si Perspective, le service de planification urbanistique régional avait pris en compte les remarques émises par notre commune dans le cadre de l'élaboration du plan d'aménagement directeur PAD Delta-Herrmann-Debroux, nous ne serions pas aujourd'hui confronté à cette demande de permis d'urbanisme d'un promoteur qui affirme qu'il répond ainsi à une volonté régionale.

Vous savez que nous n'informons jamais de notre intention quant à l'avis de la commune sur les demandes de permis avant la fin de l'enquête publique mais cette fois, la situation nous permet de déroger à nos habitudes car notre opposition a été clairement communiquée au promoteur en présence de la région avant le dépôt de la demande de permis d'urbanisme pour un projet qui méconnaît de manière évidente la position exprimée.

Interrogé par la presse, j'ai déjà eu l'occasion de dire clairement l'opposition ferme de notre collège à ce projet manifestement excessif.

Notre conseil s'est prononcé pour un repère paysager n'excédant pas 60 m de hauteur. Une tour massive de 80 m de hauteur ne répond nullement à notre demande. Un repère paysager n'est pas nécessairement une tour.

De plus, nous ne voulons pas que la demande de mobilité qui résulterait de ce projet contribue à l'abandon des avancées obtenues pour l'aménagement de tout l'espace public de ce PAD et notamment à l'aménagement qualitatif du carrefour Delta. Or, en matière d'équipements publics, d'aménagement des voiries et des espaces verts prévus, la région avance à reculons !

Le PAD n'impose nullement la hauteur du repère paysager prévu, il mentionne seulement un maximum. Mais le PAD contient des prescriptions générales auxquelles, il y aura lieu de confronter le projet.

Je n'en citerai qu'une :

00.05. La hauteur des constructions neuves contribue à créer une composition urbaine spatialement équilibrée, dans le respect du bâti existant dans le périmètre du plan et à ses abords. La hauteur des constructions neuves ne dépasse pas la hauteur maximale imposée par les prescriptions particulières.

Par ailleurs, il nous semble que le RRU reste applicable pour ses prescriptions qui ne sont pas contraires au PAD : limiter la hauteur des immeubles à une hauteur inférieure à un maximum n'est pas contraire au RRU.

Je rappellerai aussi notre position par rapport à toute réaffectation d'immeuble de bureaux : limiter le projet au gabarit et à l'emprise des bâtiments existants lorsque ceux-ci présentent déjà des caractéristiques en excès.

Mais, nous pourrions développer également d'autres éléments dans l'avis qui sera émis par la Commission de concertation et le Collège à l'issue de l'enquête publique. Nous serons attentifs à toutes les contributions émises durant l'enquête publique.

En matière de mobilité et d'ombrage, le projet soulève effectivement des questions liées à la proximité d'un carrefour important et fréquenté et de zones d'habitations. Ces considérations seront traitées lors de la commission de concertation. Des études complémentaires peuvent être demandées à cette occasion. S'agissant d'un projet privé, hors imposition en matière de charge d'urbanisme, il n'existe aucun moyen d'imposer une part de logement social.

Nous avons lu l'avis du BMA et partageons son souhait d'une réflexion plus large entre le carrefour delta et le Chirec.

La décision finale revient à la région (URBAN). Si celle-ci ne nous convient pas, des recours nous seront ouverts au Gouvernement d'abord puis au Conseil d'Etat si nécessaire.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 29 novembre 2024

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 28.11.24

**#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (Liste du Bourgmestre - DéFI):
Delta toren project #**

Openbare zitting**Secretariaat**

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Begin november vernamen we dat de maatschappij "Triomphe 172" van de gewestelijke administratie te horen had gekregen dat hun project voor de bouw van een toren van 19 verdiepingen en 80 meter hoog en 95 woningen op de kruising van de Triomflaan en de Jules Cockxstraat in Oudergem aan een openbaar onderzoek kon worden onderworpen. Het onderzoek loopt tot 5 december.

In de onmiddellijke nasleep uitten veel omwonenden hun grote bezorgdheid en zelfs verzet tegen het project via posters, artikelen in de pers, enz.

Afgezien van de esthetiek van de toren zijn het vooral de hoogte van het project (80 meter), de overdimensionering ten opzichte van de wijk, het gebrek aan aandacht voor groene ruimten en mobiliteitskwesties die ons zorgen baren.

Ter herinnering: DéFI Oudergem heeft zich altijd verzet tegen een dergelijk hoog gebouw op deze locatie. Ook in het advies van de gemeenteraad van Oudergem van 25 november 2019 werd dit verzet vermeld. Tijdens het openbaar onderzoek naar het RPA waren de buurtbewoners ook zeer kritisch over een dergelijke opkomst in het landschap van Oudergem. DéFI Oudergem heeft de bevolking van Oudergem altijd gesteund en zal dat ook blijven doen.

Toegegeven, het modale knooppunt dat gevormd wordt door het Deltaknooppunt zou kunnen suggereren dat zo'n toren denkbaar is, maar dat is niet het geval. Er zal een overconcentratie van activiteiten en bewoners ontstaan, en dit zal niet zonder negatieve gevolgen zijn voor de mobiliteit.

Ik wil u eraan herinneren dat DéFI Oudergem altijd verdedigd heeft dat mobiliteitsinfrastructuurprojecten (parking aan de ADEPS, openbaarvervoersdiensten, ...) en de heraanleg van de openbare ruimte van Delta prioritair moeten zijn, en niet vastgoedontwikkelingen. Het moet gezegd dat deze projecten voorlopig van de baan lijken te zijn.

Ik heb de volgende vragen:

- Hoe is het Tourproject tot stand gekomen?
- Hoe wordt dit verzoek behandeld door de lokale overheid?

- Is het waar, zoals de ontwikkelaar beweert, dat het project in overeenstemming is met het RPA en de wensen van de regionale autoriteiten?

Stéphanie Paulissen

Lijst van de burgemeester (DéFI) - Gemeenteraadslid

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen :

Raadsleden,

Ik denk dat uw zorgen en vragen, mevrouw Paulissen en mevrouw Rigodanzo, zeer gerechtvaardigd zijn. Als Perspective, de gewestelijke dienst voor stedenbouw, rekening had gehouden met de opmerkingen van onze gemeente tijdens de voorbereiding van het Richtplan van anleg RPA Delta-Herrmann-Debroux, zouden we nu niet geconfronteerd worden met deze aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning van een ontwikkelaar die beweert dat hij tegemoetkomt aan een gewestelijke wens.

Zoals u weet, informeren we de ontwikkelaar nooit over ons voornemen met betrekking tot het standpunt van de gemeente over bouwaanvragen voor het einde van het openbaar onderzoek, maar deze keer laat de situatie ons toe om af te wijken van onze gebruikelijke praktijk, aangezien ons verzet duidelijk werd meegedeeld aan de ontwikkelaar in aanwezigheid van de regio voordat de bouwaanvraag werd ingediend voor een project dat duidelijk voorbijgaat aan het geuite standpunt.

Tijdens vragen van de pers heb ik al duidelijk kunnen maken dat ons college fel gekant is tegen dit duidelijk buitensporige project.

Onze Raad was voorstander van een landmark van maximaal 60 meter hoog. Een enorme toren van 80 meter hoog voldoet op geen enkele manier aan onze eisen. Een landschapsbaken is niet noodzakelijkerwijs een toren.

Bovendien willen we niet dat de mobiliteitsvraag die uit dit project zou voortvloeien, ertoe bijdraagt dat de vooruitgang die is geboekt in de ontwikkeling van de hele openbare ruimte van dit RPA, en in het bijzonder de kwalitatieve ontwikkeling van het Deltakruispunt, wordt opgegeven. Op het gebied van openbare voorzieningen, weganaanleg en geplande groene ruimten gaat het Gewest achteruit!

Het RPA legt op geen enkele manier de hoogte van de geplande landschapsmarkering op; er wordt alleen een maximum genoemd. Het RPA bevat echter wel algemene voorschriften waaraan het project moet voldoen.

Ik noem er maar één:

00.05. De hoogte van nieuwe gebouwen draagt bij aan het creëren van een ruimtelijk evenwichtige stedelijke compositie die de bestaande gebouwen binnen de omtrek van het plan en de omgeving respecteert. De hoogte van nieuwe gebouwen mag niet meer bedragen dan de maximale hoogte die wordt opgelegd door de speciale voorschriften.

Bovendien lijkt het ons dat de GSV van toepassing blijft voor zover de bepalingen ervan niet in strijd zijn met het RPA: het beperken van de hoogte van gebouwen tot onder een maximumhoogte is niet in strijd met de GSV.

Ik wil ook graag ons standpunt over de herontwikkeling van kantoorgebouwen herhalen: beperk het project tot de omvang en voetafdruk van bestaande gebouwen waar deze al overvloedige functies hebben.

Maar we zullen ook andere elementen kunnen uitwerken in het advies dat de overlegcommissie en het college aan het einde van het openbaar onderzoek zullen uitbrengen. We zullen aandacht hebben voor alle bijdragen die tijdens het openbaar onderzoek worden geleverd.

Op het gebied van mobiliteit en schaduw werpt het project vragen op in verband met de nabijheid van een belangrijk, druk kruispunt en woonwijken. Deze overwegingen zullen door de overlegcommissie worden behandeld. Op dat moment kunnen aanvullende studies worden aangevraagd. Aangezien dit een privéproject is, is er geen manier om een sociale huisvestingseis op te leggen, afgezien van de planningsheffing.

We hebben het advies van de BMA gelezen en delen haar wens om een bredere afspiegeling te zien tussen de delta kruising en de Chirec.

De uiteindelijke beslissing ligt bij de regio (URBAN). Als we niet tevreden zijn met de uiteindelijke beslissing, stappen we eerst naar de regering en vervolgens, indien nodig, naar de Raad van State.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 29 november 2024

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 28.11.24

#Objet : Question orale de Madame Carinne Lenoir (Liste du Bourgmestre - DéFI) : l'avenir des immeubles à Beaulieu #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,
Chers Collègues,

En parcourant les avis rendus par la CRMS concernant des projets sur le territoire de notre commune, j'ai découvert une demande de classement des immeubles avenue de Beaulieu 1-11. Cette proposition concerne le classement comme monument de la totalité du complexe de bureaux « Espace Beaulieu » conçu entre 1986 et 1993 par l'Atelier d'Architecture de Genval, ainsi que ses abords, situés avenue de Beaulieu 1-3, 5-7 et 9-11, à Auderghem. Les immeubles occupent la partie est du terrain compris entre l'avenue et le départ de l'autoroute E411, à proximité de la station de métro Beaulieu. Commandés par le promoteur immobilier SA CODIC, ils étaient destinés à une occupation par des instances européennes.

Depuis plusieurs années, les instances européennes ont quitté ce lieu et les bâtiments sont actuellement vides. Mes questions sont donc les suivantes :

- Avez-vous été informés de cette demande de classement ?
- Quels sont les projets de réaffectation qui concernent ces immeubles ?
- Quel est l'effet de cette demande de classement ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Carinne Lenoir

Conseillère communale

Liste de la Bourgmestre - DéFI

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin

Madame la Conseillère communale,

Ce que vous affirmez est bien exact. Par lettre du 25 octobre dernier adressée à Urban, la Commission Royale des Monuments et Sites communique sa proposition de protection de ces immeubles et de leurs abords motivée par un intérêt historique, esthétique, artistique, urbanistique et paysager des immeubles situés dans le bas de l'avenue de Beaulieu.

En 2022, un permis avait été délivré pour rénover lourdement cet immeuble en vue d'une occupation par des bureaux. A l'époque, la commune d'Auderghem et toutes les autorités avaient souligné la qualité de ce

projet en ce qu'il respectait l'architecture de l'immeuble existant, œuvre majeure de l'architecte André Jacquain de l'Atelier de Genval, tout en l'adaptant aux exigences actuelles de sécurité, de la transition énergétique et au futur boulevard urbain conçu dans le PAD Herrmann-Debroux.

Malheureusement, ce projet qui avait reçu l'appui des riverains n'a pas été mis en œuvre. Le propriétaire craignait de ne pouvoir trouver des entreprises disposées à le prendre en location.

En 2019, dans son avis concernant le PAD, la CRMS avait déjà demandé « de renoncer à la démolition des immeubles de l'avenue de Beaulieu. Elle demandait de les préserver en tant que témoins postmodernes (ou du moins d'avoir une réflexion par rapport au principe de maintien/ou de démolition et une attitude durable visant à tirer part des ressources existantes). »

Selon le PAD Herman-Debroux, l'immeuble de bureaux pourrait être reconverti en logements, tout comme les autres immeubles de l'avenue.

Dans ce cadre, à la demande des propriétaires, un concours a été organisé par la BMA en vue de la rénovation lourde des trois immeubles de bureaux existants pour créer un nouvel ensemble résidentiel complété par des surfaces d'activités diverses. Le lauréat du concours a été désigné le 28/08/2024.

Une réunion de projet est organisée par la région (Urban) ce vendredi 29 novembre pour examiner les premières propositions. La procédure initiée par la CRMS interrompt toute instruction de demande de permis dans l'attente d'une décision du gouvernement quant à la protection patrimoniale à accorder à ces immeubles.

L'architecture de ces immeubles mérite d'être protégée. Ils sont l'un des bâtiments emblématiques de notre commune. Il mérite une rénovation et une réaffectation comme cela fut le cas pour le bâtiment Royale Belge au boulevard du Souverain à Watermael-Boitsfort.

Lors de la réunion de projet demain, la commune d'Auderghem

- signifiera qu'elle appuie la demande de classement ou à tout le moins l'inscription sur la liste de sauvegarde
- constatera que la configuration du bâtiment n'est pas adaptée au développement de logements résidentiels traditionnels
- communiquera qu'elle considère que ces immeubles doivent faire l'objet d'un projet de rénovation/réaffectation respectant ce patrimoine à l'instar de ce qui a été fait pour l'immeuble Axa Royale belge.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 29 novembre 2024

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 28.11.24

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Carinne Lenoir (Liste du Bourgmestre - DéFI) : de toekomst van de gebouwen in Beaulieu #

Openbare zitting**Secretariaat**

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Bij het doornemen van de adviezen van de KCML over projecten in onze gemeente, kwam ik een verzoek tegen om de gebouwen de Beaulieu laan 1-11 te classificeren. Dit voorstel betreft de klassering als monument van het volledige kantorencomplex "Espace Beaulieu", ontworpen tussen 1986 en 1993 door het Atelier d'Architecture de Genval, evenals de omgeving ervan, gelegen aan de Beaulieu laan 1-3, 5-7 en 9-11, in Oudergem. De gebouwen staan op het oostelijke deel van het terrein tussen de laan en het begin van de snelweg E411, vlakbij het metrostation Beaulieu. In opdracht van projectontwikkelaar SA CODIC waren ze bestemd voor Europese instellingen.

De Europese instellingen hebben de locatie enkele jaren geleden verlaten en de gebouwen staan nu leeg. Ik heb de volgende vragen:

- Bent u op de hoogte gebracht van dit classificatieverzoek?
- Wat zijn de herontwikkelingsplannen voor deze gebouwen?
- Wat is het effect van dit verzoek om classificatie?

Bedankt voor uw antwoorden.

Carinne Lenoir

Gemeenteraadslid

Lijst van de burgemeester - DéFI

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen :

Raadslid,

Wat u zegt is correct. In een brief aan Urban van 25 oktober jongstleden heeft de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen haar voorstel meegedeeld voor de bescherming van deze gebouwen en hun omgeving, op basis van het historisch, esthetisch, artistiek, stedenbouwkundig en landschappelijk belang van de gebouwen onderaan de de Beaulieu laan.

In 2022 werd de bouwvergunning toegekend om het gebouw grondig te renoveren voor kantoorgebruik. Op dat moment benadrukten de gemeente Oudergem en alle autoriteiten de kwaliteit van dit project, omdat het

de architectuur van het bestaande gebouw respecteert, een belangrijk werk van architect André Jacqmain van het Atelier de Genval, terwijl het wordt aangepast aan de huidige eisen van veiligheid, de energietransitie en de toekomstige stadsboulevard ontworpen in het RPA Herrmann-Debroux.

Helaas werd dit project, dat de steun had van de buurtbewoners, niet uitgevoerd. De eigenaar vreesde dat hij geen bedrijven zou kunnen vinden die bereid waren hem als huurder aan te nemen.

In 2019 had de KCML in haar advies over het RPA al opgeroepen om "af te zien van de sloop van de gebouwen aan de Beaulieuilaan. Ze vroeg om ze te behouden als postmoderne getuigen (of op zijn minst te overwegen in relatie tot het principe van onderhoud en/of sloop en een duurzame houding gericht op het benutten van bestaande middelen)."

Volgens de RPA Herrmann-Debroux kan het kantoorgebouw worden omgebouwd tot woningen, net als de andere gebouwen aan de laan.

Op verzoek van de eigenaars organiseerde het BMA een wedstrijd voor de ingrijpende renovatie van de drie bestaande kantoorgebouwen om er een nieuw wooncomplex van te maken, aangevuld met verschillende bedrijfsruimtes. De winnaar van de wedstrijd werd bekendgemaakt op 28/08/2024.

Op vrijdag 29 november organiseert de regio (Urban) een projectvergadering om de eerste voorstellen te onderzoeken. De procedure die door de KCML werd opgestart, schorst alle bouwaanvragen in afwachting van een beslissing van de regering over de bescherming van het erfgoed die aan deze gebouwen moet worden toegekend.

De architectuur van deze gebouwen verdient het om beschermd te worden. Ze zijn een van de emblematische gebouwen van onze gemeente. Ze verdienen het om gerenoveerd en herbestemd te worden op dezelfde manier als het gebouw Royale Belge op de Vorstlaan in Watermaal-Bosvoorde.

Op de projectvergadering van morgen zal de gemeente Oudergem

- aan te geven dat het de aanvraag voor classificatie of ten minste opname op de instandhoudingslijst steun
- opmerken dat de configuratie van het gebouw niet geschikt is voor de ontwikkeling van traditionele woonhuizen
- zal aankondigen dat het van mening is dat deze gebouwen het voorwerp moeten uitmaken van een renovatie/hergebruikproject dat dit erfgoed respecteert, naar het voorbeeld van het Axa Royale Belge-gebouw.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 29 november 2024

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 28.11.24

**#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) :
l'extension de capacité de l'école Wonderwoud #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Des parents d'élèves nous informent d'un projet d'augmentation de la capacité de l'école Het Wonderwoud (Sint-Lutgardis) pour accueillir De Vlindertuin (Sint-Juliaan). Il serait question de la création de 8 classes supplémentaires pour accueillir entre 180 et 220 élèves de plus, mais sans modification extérieure de volume du bâtiment. Le projet a été présenté le 17 octobre aux parents et professeurs de Wonderwoud par Dirk Hoornaert (administrateur de Lutgardischolen Brussel).

En parallèle, des travaux d'agrandissement du collège (qui occupe le même site et la même cour de récréation) doivent débuter en mars 2025 et porter le nombre d'élèves du collège de 300 à 500 élèves. Au total, les écoles primaire et secondaire verront le nombre d'élèves passer de 500 à 900 sur le même site.

La préoccupation des parents porte notamment sur l'augmentation de la population scolaire dans des bâtiments déjà exigus, particulièrement au niveau primaire, l'augmentation du passage et du parking de voitures autour et devant l'école, la disparition des locaux complémentaires pédagogiques et de la moitié de salle de gymnastique...

Nos questions sont les suivantes :

1. La commune est-elle informée du projet d'augmentation de la capacité de Wonderwoud pour accueillir De Vlindertuin ?
2. Le cas échéant, quelle est sa position concernant le projet et particulièrement l'augmentation de la population scolaire sur le site de Sint-Lutgardis ? L'espace réservé aux élèves et notamment à la cour de récréation est-il suffisant ?
3. Y a-t-il eu une demande de permis pour ce projet qui viserait notamment à modifier l'actuelle salle de gymnastique et la chapelle pour créer des classes dans ces espaces ?

Nous vous remercions,
Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Alain Lefebvre, Échevin

Mesdames les Conseillères communales,

J'ai effectivement reçu le 5 novembre les représentants du PO de cette école avec ma Collègue Lieve Jorens. L'école va devoir quitter Saint-Julien contrairement à ce qui était précédemment prévu puisqu'elle devait s'étendre dans l'immeuble vide occupé par les Soeurs de la Charité, avenue Demuylder, sur le même site. Il semblerait que, finalement, l'école francophone devrait s'y étendre. Le PO examine actuellement si les 160 élèves actuels pourraient s'installer dans l'aile Lurgardis avenue de la Sablière en ce compris la Chapelle. Néanmoins, ce projet est conditionné à l'obtention de subsides, le dossier de demande de subsides est en cours de préparation. Bien entendu, ce projet nécessite une demande de permis d'urbanisme. C'est pourquoi, le PO a demandé une rencontre. Il est question de construire une "boite" dans le bâtiment existant et peut-être dans la chapelle pour accueillir 8 classes. La cour de récréation serait installée sur le toit de la salle de gymnastique. L'espace serait ouvert mais couvert. Une liaison entre les deux bâtiments pourrait être prévu. Pour votre information, la chapelle est à l'inventaire légal du patrimoine. Le PO a sollicité des offres de la part d'architectes. Les offres sont en cours d'analyse. J'ai conseillé un contact avec Urban « école » qui serait en charge d'examiner une telle demande de permis. J'ai conseillé au PO de solliciter une réunion de projet avec toutes les parties avant d'aller plus loin.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 29 novembre 2024

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 28.11.24

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD):uitbreiding van de capaciteit van de Wonderwoudschool #

Openbare zitting**Secretariaat**

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Ouders hebben ons op de hoogte gebracht van plannen om de capaciteit van Het Wonderwoud (Sint-Lutgardis) uit te breiden met De Vlindertuin (Sint-Juliaan). Het gaat om de bouw van 8 extra klaslokalen voor 180 tot 220 extra leerlingen, zonder uitwendige wijziging van het volume van het gebouw. Het project werd op 17 oktober voorgesteld aan de ouders en leerkrachten van Wonderwoud door Dirk Hoornaert (bestuurder Lutgardischolen Brussel).

Tegelijkertijd wordt in maart 2025 begonnen met de uitbreiding van het lyceum (op dezelfde locatie en speelplaats), waardoor het aantal leerlingen van het lyceum van 300 naar 500 stijgt. In totaal zal het leerlingenaantal van de lagere en middelbare school op dezelfde locatie stijgen van 500 naar 900.

Ouders maken zich vooral zorgen over de toename van het aantal leerlingen in toch al krappe gebouwen, vooral in het basisonderwijs, de toename van het autoverkeer en het parkeren rond en voor de school, het verdwijnen van extra onderwijsfaciliteiten en de helft van de gymzaal...

Onze vragen zijn als volgt:

1. Is de gemeente op de hoogte van plannen om de capaciteit van Wonderwoud uit te breiden om De Vlindertuin te kunnen huisvesten?
2. Zo ja, wat is haar mening over het project en in het bijzonder over de toename van het aantal leerlingen op de site Sint-Lutgardis? Is de voorbehouden ruimte voor de leerlingen, en in het bijzonder de speelplaats, voldoende?
3. Is er een bouwvergunning aangevraagd voor dit project, waarbij de bestaande gymzaal en kapel worden aangepast om klaslokalen in deze ruimtes te creëren?

Hartelijk dank,
Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Antwoord van de heer Alain Lefebvre, schepen :

Raadsleden,

Op 5 november ontmoetten mijn collega Lieve Jorens en ik vertegenwoordigers van de Inrichtende Macht op

deze school.

De school zal zoals eerder gepland Sint-Juliaan moeten verlaten, omdat ze haar intrek zou nemen in het leegstaande gebouw van de Zusters van Liefde aan de Demuylderlaan, op dezelfde locatie.

Het lijkt erop dat de Franstalige school daar toch zal uitbreiden.

De Inrichtende Macht onderzoekt momenteel of de huidige 160 leerlingen kunnen verhuizen naar de Lutgardis vleugel aan de Zandgroeflaan, inclusief de kapel. Dit project is echter afhankelijk van het verkrijgen van subsidies en de subsidieaanvraag wordt momenteel voorbereid.

Voor dit project moet natuurlijk een bouwvergunning worden aangevraagd. Daarom heeft de Inrichtende Macht om een vergadering gevraagd.

Er wordt gesproken over het bouwen van een "doos" in het bestaande gebouw en mogelijk in de kapel om plaats te bieden aan 8 klassen. De speelplaats zou op het dak van de gymzaal worden geïnstalleerd. De ruimte zou open maar overdekt zijn.

Er zou een verbinding tussen de twee gebouwen kunnen worden gepland.

Ter informatie: de kapel is opgenomen in de wettelijke erfgoedinventaris.

De Inrichtende Macht heeft architecten uitgenodigd offertes in te dienen. De offertes worden momenteel geanalyseerd.

Ik adviseerde contact op te nemen met de stedelijke "school" die verantwoordelijk zou zijn voor het onderzoeken van een dergelijke vergunningsaanvraag. Ik adviseerde de Inrichtende Macht om een projectbijeenkomst met alle partijen aan te vragen voordat hij verder zou gaan.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 29 november 2024

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 28.11.24

#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) : l'état du réseau d'égouts à Auderghem #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

L'état des égouts bruxellois suscite l'inquiétude depuis plusieurs années au vu de leur vétusté. Or, la presse relayait, il y a quelques jours, les résultats d'un état des lieux effectué par Vivaqua, objectivant la situation catastrophique de nos infrastructures.

Cette étude relève, notamment, qu'une intervention structurelle urgente est requise pour plus de 200km d'égouts sur les quelque 2.000km constituant le réseau bruxellois. Plus encore, une carte représentant la proportion de voiries sérieusement menacées d'effondrement du fait de l'état de ces égouts dans chaque commune indique une situation relativement interpellante à Auderghem

Nos questions sont donc les suivantes :

- Quelle est la situation exacte à Auderghem ?
- Des quartiers sont-ils plus concernés que d'autres ?
- Des travaux ont-ils déjà été réalisés dans ce cadre ou sont-ils prévus sur le territoire communal à court terme ?
- Des actions sont-elles menées par Vivaqua et la commune pour monitorer le risque d'effondrement et sécuriser la situation au niveau des voiries concernées ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin

Madame la conseillère,

En effet, l'état des égouts bruxellois est préoccupant. Au total, 293 km d'égouts sont dans un état préoccupant en Région bruxelloise. Vivaqua a d'ailleurs sonné la sonnette d'alarme à plusieurs reprises auprès des autorités régionales. Le nerf du problème est également connu : le financement ! Vivaqua n'est en capacité financière que de rénover 15 km d'égouts par an pour un montant de près de 70 millions d'euros. Je rappelle que Vivaqua ne bénéficie d'aucune aide publique régionale, ce qui limite fortement sa capacité d'action. Le prochain gouvernement bruxellois devra s'emparer très rapidement de ce dossier et apporter des

solutions concrètes.

Concernant Auderghem, la situation est moins grave que ce que laisse entendre votre question. 6km d'égouts sont jugés préoccupants sur le territoire communal. Soit 2% du total régional et 7% par rapport au total de km de nos voiries.

Il n'y a pas un quartier spécifiquement concerné. Ce sont des tranches d'égouts réparties sur tout le territoire. Cependant, toute la chaussée de Wavre est majoritairement dans un état préoccupant.

Des travaux de réhabilitation des égouts ont été menés en 2023 et 2024 dans la rue des Pêcheries. Nous avons eu l'occasion d'aborder ce dossier à de nombreuses reprises dans cette enceinte.

Les vérifications de l'état du réseau par Vivaqua sont faites au besoin en vue de réévaluer en continu les risques d'effondrements par rapport aux inspections plus anciennes.

Suite à une visite récente d'égout situé sur le territoire de la commune de Watermael-Boitsfort rue de la Houlette, Vivaqua a constaté une aggravation de l'état du réseau d'assainissement par rapport aux inspections réalisées en 2011. Vivaqua a demandé de placer une limitation de tonnage afin de diminuer le risque en attendant une possible intervention de leur part.

Les projets du programme des travaux 2025 et 2026 sont en cours d'étude et d'analyse par les bureaux d'étude de Vivaqua, avant confirmation de prise en charge et planification.

Enfin, nous rencontrons l'ensemble des impétrants tous les 6 mois pour évoquer l'ensemble de la planification des chantiers. Vivaqua nous informe à ce moment-là des futurs travaux. En 2025, à ce jour, il n'est prévu des travaux de réhabilitation que pour l'avenue Walckiers. Et maintenant, une portion de la rue de la Houlette.

J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.

Matthieu Pillois

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 29 novembre 2024

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, Frédéric Lambin, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Christian Grétry, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 28.11.24

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD): de toestand van het rioleringsnet in Oudergem #

Openbare zitting**Secretariaat**

Meneer de voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

De toestand van de Brusselse rioleringen is al enkele jaren zorgwekkend, gezien de vervallen staat ervan. Enkele dagen geleden verschenen in de pers de resultaten van een onderzoek uitgevoerd door Vivaqua, dat objectief de catastrofale staat van onze infrastructuur onthulde.

De studie toont met name aan dat er dringend structurele werken nodig zijn op meer dan 200 km van de 2000 km riolering die het Brusselse netwerk telt. Bovendien toont een kaart met het percentage wegen dat ernstig bedreigd wordt met instorting door de staat van deze riolen in elke gemeente een relatief alarmerende situatie in Oudergem.

Onze vragen zijn als volgt:

- Wat is precies de situatie in Oudergem?
- Zijn sommige buurten meer getroffen dan andere?
- Zijn er al werkzaamheden uitgevoerd in dit gebied of zijn er plannen om dit in de nabije toekomst te doen?
- Nemen Vivaqua en de gemeente maatregelen om het instortingsgevaar te monitoren en de situatie op de betrokken wegen veiliger te maken?

Hartelijk dank.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

Antwoord van de heer Matthieu Pillois, schepen :

Raadslid,

De toestand van de Brusselse rioleringen is zorgwekkend. In totaal 293 km riolering in het Brusselse Gewest verkeert in een zorgwekkende toestand. Vivaqua heeft al meermaals aan de alarmbel getrokken bij de gewestelijke overheden. De kern van het probleem is ook bekend: de financiering! Vivaqua heeft slechts de financiële capaciteit om 15 km riolering per jaar te renoveren, wat bijna 70 miljoen euro kost. Ik herinner eraan dat Vivaqua geen gewestelijke overheidssteun ontvangt, wat zijn actiecapaciteit sterk beperkt. De volgende Brusselse regering zal dit probleem heel snel moeten aanpakken en met concrete oplossingen

moeten komen.

Wat Oudergem betreft, is de situatie minder ernstig dan je vraag suggereert. 6 km riolering in de gemeente wordt als zorgwekkend beschouwd. Dat is 2% van het gewestelijk totaal en 7% van het totaal aantal km wegen.

Er is niet één wijk specifiek getroffen. De riolen liggen verspreid over het hele gebied. Het grootste deel van de bestrating in Waversesteenweg is echter in een zorgwekkende staat.

De werkzaamheden om de riolen in de Visserijstraat te herstellen zijn gepland voor 2023 en 2024. We hebben de gelegenheid gehad om deze kwestie meermaals in dit forum te bespreken.

De conditiecontroles van het netwerk van Vivaqua worden uitgevoerd zoals vereist, met het oog op een voortdurende herbeoordeling van het risico op instorting met betrekking tot oudere inspecties.

Na een recente inspectie van een riool in de gemeente Watermaal-Bosvoorde aan de Herdersstaflaan, stelde Vivaqua vast dat de toestand van het riool verslechterd was in vergelijking met de inspecties die in 2011 werden uitgevoerd. Vivaqua heeft gevraagd om een tonnagelimiet op te leggen om het risico te beperken in afwachting van een eventuele interventie door Vivaqua.

De projecten in het werkprogramma voor 2025 en 2026 worden momenteel bestudeerd en geanalyseerd door de ontwerpbureaus van Vivaqua, voordat ze worden bevestigd en gepland.

Tot slot komen we om de 6 maanden samen met alle aannemers om de algemene planning van de werken te bespreken. Vivaqua informeert ons dan over toekomstige werken. Tot nu toe zijn er voor 2025 alleen herstelwerkzaamheden gepland aan de Walckierslaan. En nu een deel van de Herdersstaflaan.

Ik hoop dat ik je vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 29 november 2024

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos